



Singapour – Maintenir l'équilibre entre la prospérité, la croissance sociale et la démocratisation graduelle

Bilveer Singh

DANS **REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE COMPARÉE** 2011/1 Vol. 18 , PAGES 105 À 122
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 1370-0731

ISBN 9782804165338

DOI 10.3917/ripc.181.0105

Date de mise en ligne : 18/04/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2011-1-page-105?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

SINGAPOUR – MAINTENIR L'ÉQUILIBRE ENTRE LA PROSPÉRITÉ, LA CROISSANCE SOCIALE ET LA DÉMOCRATISATION GRADUELLE

Bilveer SINGH

Introduction

La transition des régimes autoritaires vers des démocraties libérales constitue un phénomène fascinant, tout particulièrement en cette période de l'après-guerre froide en proie à la mondialisation. Nombreux sont ceux qui croient également qu'à l'avenir Singapour pourra, elle aussi, suivre la voie de la démocratisation, surtout parce qu'elle connaît depuis trente ans déjà un progrès et un développement économiques rapides et constants. On estime de plus en plus souvent que les élites dirigeantes de Singapour ne seront pas en mesure d'arrêter les tendances démocratiques régionales et mondiales étant donné que « le développement socio-économique a traditionnellement produit la libération politique »¹. Avec la fin de la guerre froide et la montée de la mondialisation, la progression de la démocratie dans le monde entier, y compris dans le Sud-Est asiatique, constituait un mastodonte auquel Singapour devrait bien succomber. Tandis que les politistes parlaient des différentes vagues de démocratisation qui se sont produites sur la scène politique internationale², on pense d'une certaine manière que Singapour s'est peu à peu immunisée contre la plupart de ces évolutions. En ce qui concerne le développement économique, la République de Singapour, qui a obtenu son indépendance par une sécession politique en août 1965, est une des plus prospères du monde. Singapour, autrefois une ville sans importance, est devenue une métropole de tout premier rang à l'échelle mondiale. Par ailleurs, en ce qui concerne la croissance sociale, que ce soit en termes d'éducation, de

1. GANESAN N., « Governance – its Complexity and Evolution », in DA CUNHA D., (ed.), *Singapore in the New Millennium*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2002, p. 67.

2. Voir HUNTINGTON S.P., *Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991 et HUNTINGTON S.P., « Democracy's Third Wave », *The Journal of Democracy*, vol. 2, n°2, 1991. Voir également KURZMAN C., « Waves of Democratization », *Studies in Comparative International Development*, vol. 33, n°1, mars 1998, p. 42-64.

santé, de logement, de paix sociale, d'emploi ou de développement des infrastructures, y compris dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, Singapour est souvent citée comme un État modèle. La présente étude³ tentera de rendre compte de cette démocratisation relativement graduelle, certains diront limitée, et d'expliquer pourquoi les tendances maslowiennes ne semblent pas avoir touché la majorité des Singapouriens. Comme l'a expliqué le *Wall Street Journal*, « Singapour peut être légitimement fière des nombreux progrès qu'elle a accomplis, mais la pleine démocratie n'en fait pas partie »⁴. Pour saisir le sens de cette réflexion, il est nécessaire de comprendre un certain nombre d'évolutions qui ont contribué à consacrer l'hégémonie du Parti d'action du peuple (PAP), le parti dirigeant depuis mai 1959, de même que la relative marginalisation de l'opposition singapourienne. Ces évolutions englobent les facteurs clés qui caractérisent la vie politique de la cité-État, qui provoquent la transformation de la culture politique et qui, surtout, influencent les politiques adoptées par le PAP pour maintenir son hégémonie, que l'électorat semble accepter, tout au moins à l'heure actuelle. Cependant, il convient, tout d'abord, de donner un bref aperçu de l'histoire politique de la République.

Histoire politique

Avant que le colonialisme britannique ne s'empare de ce qui est aujourd'hui la Malaisie et Singapour, la région était sous l'autorité de sultanats islamiques traditionnels. Largement éclipsé par les royaumes hindous et, plus tard, musulmans qui dominaient cette région, le passé de Singapour est peu connu. Historiquement, l'importance de Singapour apparut pour la première fois sous le règne de Parameswara, un prince hindou du royaume Srivijaya, qui avait fui l'empire Majapahit. Parameswara fonda plus tard le sultanat de Malacca, et Singapour prospéra en tant que port de commerce. Toutefois, la cité ne commença à se développer de façon spectaculaire qu'en 1819, lorsque Stamford Raffles, représentant de la Compagnie anglaise des Indes orientales, acquit Singapour, alors officiellement gouvernée par le sultan de Johor de l'empire Riau-Lingga. Grâce à une politique de la porte ouverte, l'importance de Singapour en tant que base de commerce de transit s'est sensiblement accrue et sa composition démographique s'est modifiée grâce à des politiques libérales en matière d'immigration.

3. MASLOW A., « A Theory of Human Motivation », *Psychological Review*, vol. 50, n°4, 1943, p. 370-96 et MASLOW A., *Motivation and Personality*, New York, Harper, 1954.

4. « Democracy in Singapore », *The Wall Street Journal*, 26 juin 2008. Disponible à l'adresse <http://proquest.umi.com.libproxy1.nus.edu.sg/pqdweb?did=1500676371&sid=2&Fmt=3&clientid=23896&RQT=309&VName=PQD> (page consultée le 8 avril 2010).

Outre sa position économique grandissante, Singapour prit également de l'influence sur le plan politique, devenant le quartier général du colonialisme britannique dans la péninsule malaise. En 1826, lorsque furent constitués les Établissements des Détroits, comprenant Singapour, Penang et Malacca, Singapour devint le siège du gouvernement. Tandis que les Britanniques s'efforçaient d'exploiter les ressources de la péninsule malaise, Singapour conservait une position importante en tant que centre administratif et point de départ de la plupart des exportations des produits locaux vers l'Europe. En 1867, Singapour fut déclarée colonie de la couronne, avec à sa tête un gouverneur nommé et placé sous l'autorité de l'Administration coloniale britannique (*Colonial Office*) à Londres. Cette organisation perdura jusqu'à l'occupation de Singapour par le Japon de février 1942 à août 1945, probablement la période la plus sombre de l'histoire moderne de Singapour, essentiellement en raison des pogroms organisés par les forces japonaises contre la population locale.

La fin de la Seconde guerre mondiale marqua le début d'une nouvelle ère, avec la montée du nationalisme qui aspirait à couper les liens avec le colonialisme britannique. Ce mouvement a également conduit les Britanniques à prendre des mesures de décolonisation, à commencer par des élections locales partielles en 1948 et en 1955 et par une autonomie interne restreinte. En 1959, Singapour acquit le statut d'État autonome au sein du Commonwealth. Comme les dirigeants de la semi-colonie de l'époque estimaient que l'État naissant éprouverait des difficultés à survivre, en partie en raison de sa petite taille et de son manque de ressources, la majorité de la population, avec l'appui des élites politiques, a choisi l'indépendance par l'union avec la Malaisie, en 1963. Cependant, en raison de divergences insurmontables, cette union politique ne perdura pas et le 9 août 1965, Singapour se sépara pacifiquement de la Fédération de Malaisie et devint un État indépendant et souverain.

Les impératifs clés qui ont façonné la politique nationale

À tous les points de vue, Singapour est un petit État. Géographiquement, c'est à la fois une cité-État et le plus petit État du Sud-Est asiatique. Elle est également coincée entre deux immenses voisins à majorité malaise, la Malaisie au nord et l'Indonésie au sud. Depuis l'ouverture du canal de Suez, Singapour, en raison de sa position dominante, de son port protégé et de ses excellentes infrastructures, est également devenue une plaque tournante du commerce nord-sud et est-ouest. Elle est aussi la porte vers l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, et les puissances étrangères témoignent d'un immense intérêt pour la République. La démographie a également fortement marqué la vie politique de la République. État à dominance chinoise, les Chinois représentant 77 pour cent de la population totale, Singapour se distingue de

ses voisins qui sont en général à la fois malais et musulmans. Les clivages raciaux et religieux constituent une importante source de dissensions, non seulement au sein de la République, mais également dans ses relations avec les pays voisins.

À ces facteurs géographiques et démographiques, on peut également ajouter la vulnérabilité qui résulte de sa dépendance économique. Territoire totalement dépendant, Singapour ne dispose pas de ressources naturelles, et notamment pas d'eau potable. Elle est également dépourvue d'arrière-pays naturel, ce qui constitua la principale raison de la fusion avec la Malaisie en 1963. Depuis lors, la République a été contrainte d'élaborer des politiques pragmatiques pour assurer la survie de sa population, et ce faisant, la survie politique du pouvoir en place. Dépourvue de ressources naturelles, la *raison d'être* de la République de Singapour a été de développer ses ressources humaines afin d'obtenir un avantage concurrentiel et de compenser la faiblesse liée à sa géographie, à sa démographie et à son économie. En raison de la montée du nationalisme économique et politique dans cette région, Singapour s'est engagée dans le commerce international depuis le début des années 1970, s'efforçant de devenir une ville à dimension mondiale, et depuis les années 1990, elle a relevé le défi de la mondialisation et de l'économie de la connaissance. Enfin, l'expérience du leadership à l'échelle nationale et internationale, et l'importance capitale de l'environnement externe, la plupart des grandes puissances mondiales ayant des intérêts majeurs dans la région, ont contraint la République à adopter une approche participative de la politique internationale. Privée de ressources naturelles, Singapour s'est efforcée de pallier ses faiblesses par l'efficacité de son leadership, son autorité morale et sa richesse financière, et en développant ses relations avec le monde entier. Comme l'a déclaré M. Teo Chee Hean, Vice-premier ministre de Singapour, « d'une certaine manière, nous constituons l'un des relais fondamentaux à l'échelle mondiale pour les personnes, les marchandises, les idées, pour tout en somme. Et nous avons la chance de nous situer à un endroit idéal, au beau milieu du Sud-Est asiatique, juste entre l'Inde et la Chine. Ces deux pays connaissent une formidable croissance et c'est là que se trouvent nos perspectives »⁵.

Le Léviathan du PAP – renforcer son pouvoir par le succès

Larry Diamond a décrit Singapour comme une autocratie élue qui organise des « élections sans démocratie »⁶. Il est même allé jusqu'à affirmer que des sept autocraties électorales qui ont existé depuis les années 1960, Singapour

5. LEONG W.K., « Be Confident in 'Strong Anchors' », *Today*, Singapour, 6 avril 2010.

6. DIAMOND L., « Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, vol. 13, n°2, 2002.

est l'une des deux (l'autre étant la Malaisie) qui continuent à exister jusqu'à ce jour⁷. L'époque des partis hégémoniques en fonctionnement dans les démocraties est en passe de s'achever comme le montre le sort réservé au Parti libéral-démocrate au Japon, au GOLKAR en Indonésie, à l'UMNO en Malaisie et, dans une certaine mesure, au Parti du Congrès en Inde. Comment alors le PAP est-il parvenu à résister à cette tendance en ne prenant que des mesures timides de démocratisation et n'a-t-il pas suivi la voie de l'ouverture en donnant libre cours à la démocratisation comme d'autres pays l'ont fait ? Deux facteurs essentiels permettent d'expliquer cette situation. Tout d'abord, l'électorat a continué à accorder au parti dirigeant la légitimité de l'hégémonie. Ensuite, cette situation résulte de la manière dont le jeu politique et les politiques publiques ont été conduits par le PAP qui est depuis longtemps au pouvoir.

L'appui de l'électorat est le fondement essentiel de l'hégémonie ininterrompue du PAP, ce qui apparaît clairement dans le soutien qu'il lui apporte régulièrement lors des élections et dans l'empathie du grand public pour le parti dirigeant au pouvoir depuis mai 1959. Plus important encore, le parti dirigeant est parvenu à convaincre et à établir des relations avec l'électorat afin qu'il soutienne les mesures draconiennes qu'il a prises dans différents domaines de la société, tout en répondant aux exigences politiques de cet électorat. Comme l'a déclaré l'actuel ministre des Affaires étrangères George Yeo, les affaires de Singapour sont les affaires. « Sans travail, nous ne pouvons pas manger. Et si nous ne sommes pas compétitifs sur les marchés mondiaux, nous ne pouvons pas survivre. Par conséquent, les Singapouriens savent que nous ne pouvons pas nous permettre trop de libertés. Sans cet objectif commun, le gouvernement du PAP n'aurait jamais pu rester au pouvoir aussi longtemps »⁸.

La domination et l'hégémonie bien établies du PAP s'expliquent également par les divers leviers qu'il utilise pour contrôler toutes les institutions politiques et non politiques du pays. Il exerce un contrôle strict, presque total, sur la fonction publique, les médias, les syndicats et les organisations de base. En ce qui concerne les médias, le fondateur de la Singapour moderne, l'ancien Premier ministre et actuel ministre-mentor Lee Kuan Yew n'a jamais cessé d'affirmer que les médias devaient être maintenus sous contrôle. Par exemple, il a soutenu que « la liberté de la presse, la liberté des médias, doit être subordonnée aux besoins primordiaux de Singapour et à la primauté des objectifs d'un gouvernement élu »⁹. C'est à ce propos qu'a été adoptée la loi sur les journaux et la presse (*Newspaper and Printing Presses Act*), qui exprime la conviction du gouvernement de Singapour qu'il faut faire en

7. *Ibidem*.

8. YEO G., « Luncheon Keynote Address : Emasia 1998 », Los Angeles, 4 juin 1998.

9. LEE K.Y., *From Third World to First : The Singapore Story, 1965-2000*, New York, HarperCollins Publishers, 2000.

sorte que les médias œuvrent dans le sens du gouvernement et non contre lui. Lee Kuan Yew affirme : « Je ne suis pas partisan de la pratique occidentale qui permet aux magnats de la presse de décider de ce que les électeurs doivent lire quotidiennement »¹⁰. Il convient également de mentionner la loi sur la sédition (*Sedition Act*), la loi sur les publications indésirables (*Undesirable Publications Act*) et divers autres moyens de contrôle de la propriété des médias. Lorsque cela ne suffit pas, le parti dirigeant recourt alors à l'interdiction ou à la poursuite en justice de certaines publications sous prétexte qu'elles contiennent ce qui est souvent décrit comme de l'ingérence dans la politique nationale ou comme de la diffamation pure et simple. Ces réactions concernaient surtout des publications étrangères. Les dirigeants singapouriens ont notamment poursuivi en justice l'*International Herald Tribune*, le *Wall Street Journal*, *Bloomberg* et *The Economist* et obtenu des dommages-intérêts. Le dernier cas en date concerne un article du *New York Times* sur les dynasties politiques en Asie, affirmant que l'actuel Premier ministre, M. Lee Hsien Loong avait obtenu ce poste grâce à son père, Lee Kuan Yew, plutôt qu'en raison de ses propres mérites. Le *New York Times* a non seulement dû présenter des excuses publiques à Lee Hsien Loong, mais il lui a également versé des dommages-intérêts pour un montant de 160 000 dollars singapouriens¹¹. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'en termes de liberté de la presse, Singapour figure parmi les mauvais élèves du classement. En 2009, elle occupait la 151^e place sur 195¹².

Il en va de même pour la mainmise du PAP sur les syndicats à Singapour. Le parti dirigeant a créé la Fédération nationale des syndicats (NTUC), qui exerça une influence capitale dans la lutte de pouvoir contre la gauche au début des années 1960 et joue depuis lors un rôle déterminant dans le maintien du PAP au pouvoir. C'est de cette manière qu'est inculquée la discipline et la formation des travailleurs aux valeurs de travail et de loyauté, tout en éliminant, plus subtilement encore, toute menace de la part d'autres organisations potentielles qui pourraient mettre en péril le contrôle et la mainmise du PAP sur la main d'œuvre¹³. En échange, le gouvernement est contraint de rendre la pareille en veillant au bien-être des travailleurs syndiqués, ce qu'il a fait de manière remarquable, tout particulièrement à l'égard des travailleurs à faible revenu.

Outre cette mainmise sur les principales institutions que constituent la fonction publique, les organisations de base, les médias et les syndicats, le

10. *Ibidem*.

11. PEREZ-PENNA R., « Times Co. Settles Claim in Singapore », *The New York Times*, 24 mars 2010. Voir <http://www.nytimes.com/2010/03/25/business/media/25times.html?scp=4&sq=lee%20kuan%20yew&st=cse> (page consultée le 8 avril 2010).

12. *Freedom of the Press Global Ranking*, *Freedom House*. Disponible à l'adresse <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=495&year=2009> (page consultée le 10 avril 2010).

13. MAUZY D.K. et MILNE R.S., *Singapore Politics Under the People's Action Party*, Londres, Routledge, 2002, p. 152.

parti dirigeant a également introduit diverses innovations dans le système électoral. Bien qu'il ait hérité du colonialisme britannique un régime parlementaire de type Westminster, il a entrepris, au fil du temps, diverses réformes dans le but d'adapter ce système aux « besoins locaux ». Selon Lee Kuan Yew, « si vous avez les règles simples et claires du régime Westminster... nous n'aurions jamais pu fonctionner... Vous allez vous retrouver avec un jeu de chaises musicales. Les bons orateurs ? Chaque élection en produira quelques-uns. Et ensuite ? Ensuite, ce sera la mauvaise gestion et la descente sur la pente savonneuse »¹⁴. Citons, parmi les principales innovations, le parlementaire non-élu (*Non-Constituency Member of Parliament, NCMP*), le parlementaire désigné (*Nominated Member of Parliament, NMP*), la présidence élue (*Elected Presidency*) et les circonscriptions électorales de groupe (*Group Representative Constituencies, GRC*). Ces innovations ont accru la présence de parlementaires non issus du PAP, donnant ainsi l'impression que « l'opposition est une force impuissante [et] qui a besoin des bonnes grâces du PAP »¹⁵. Les détracteurs ont également affirmé que les innovations apportées au système de représentation parlementaire « visent à légitimer le pouvoir du PAP tout en élargissant la base socio-politique du parlement afin de le rendre plus représentatif de la population »¹⁶.

En outre, le PAP a aussi eu recours à la coercition, en utilisant le vaste arsenal de mesures législatives dont il dispose, et notamment la tristement célèbre loi pour la sécurité intérieure (ISA), introduite par les autorités britanniques et qui autorise la détention sans procès. Par ailleurs, les opposants politiques ont été confrontés à des poursuites judiciaires et se sont vu infliger des amendes, voire des peines d'emprisonnement. Comme l'a admis Lee Kuan Yew, « nous devons enfermer des gens, sans procès, qu'ils soient communistes, défenseurs intransigeants de leur langue ou extrémistes religieux. Si nous ne le faisons pas, le pays serait dans un état de délabrement total »¹⁷. À mesure que le régime se développait et atteignait sa maturité politique, et que les menaces de la part des communistes, des extrémistes religieux ou ethniques diminuaient, l'ISA fut de moins en moins utilisée, amenant ainsi George Cheriau à déclarer que le PAP avait de plus en plus recours à la stratégie de la « coercition mesurée »¹⁸. Toutefois, l'ISA contient aussi des mesures de responsabilisation pour éviter que les détenus ne soient victimes d'abus, faire en sorte qu'ils puissent rester en contact avec leurs familles et leurs avocats, et que des affaires puissent faire l'objet d'une révision tous les deux ans. La

14. « SM : Textbook Western-style democracy not for Singapore », *The Straits Times*, 2 novembre 2001.

15. SINGH B., *Politics and Governance in Singapore : An Introduction*, Singapour, McGraw-Hill Education Asia, 2007, p. 31.

16. NEHER C.D., « The Case of Singapore », in HAAS M., (ed.), *The Singapore Puzzle*, Westport, Conn., Praeger, 1999, p. 39-54.

17. Voir <http://theonlinecitizen.com/2009/05/may-1987-aconspiracy-un--proved/>

18. GEORGE C., « Calibrated Coercion and the Maintenance of Hegemony in Singapore », *ARI Working Paper*, n°8, 2008.

libération d'un grand nombre de détenus appartenant au groupe terroriste *Al Jemaah Al Islamiyyah*, qui se préparait à perpétrer des attentats à la bombe et à soutenir ses frères locaux dans la création d'un État islamique, en constitue un bon exemple¹⁹.

L'hégémonie du PAP s'explique aussi par la faiblesse de l'opposition. Aucune alternative sérieuse n'apparaît à l'horizon. Même si l'opposition existe et compte plus de 20 partis politiques, ils sont, globalement, inefficaces. Ces partis politiques agissent dans un contexte de rapports inégaux, ont des dirigeants faibles, disposent de ressources limitées, manquent d'expérience, et pire encore, ne proposent aucune politique ni aucun agenda alternatif crédible. Pour reprendre les termes de Sartori, l'opposition est incapable de rivaliser avec le parti hégémonique sur une base égale ou antagoniste²⁰. De plus, le parti dirigeant a veillé à ce que l'opposition opère dans un contexte extrêmement inconfortable, où quiconque remet en question l'hégémonie du PAP et ses politiques est rapidement neutralisé.

L'hégémonie du PAP est donc le fruit de sa capacité à structurer et à établir des règles d'engagements politiques qui tendent à lui être favorables, tout en empêchant l'opposition de parvenir à détourner le soutien de l'électorat acquis au parti dirigeant depuis de longues années. Cette situation est fortement renforcée par le fait que le PAP est essentiellement un parti de cadres, caractérisé par une unité forte et une sélection stricte des dirigeants²¹. Présent à tous les niveaux de la société, le PAP a, au fil du temps, élaboré des stratégies de médiation uniques pour se maintenir au pouvoir. Il a ainsi fait en sorte que chaque Singapourien ait un intérêt dans le système, ce qui lui a permis, grâce à une stratégie d'inclusion, de rassembler une majorité de la population de son côté. Cette politique est menée en ménageant avec délicatesse et équité les intérêts d'ordre racial, religieux et linguistique, et en offrant des perspectives et des avantages économiques à tous les Singapouriens, ce qui ne laisse aucune possibilité à l'opposition de recruter parmi ses électeurs ou de réduire le réservoir de voix du PAP. De plus en plus de Singapouriens ont également acquis la conviction que leur meilleure chance de progrès et de survie se trouve du côté du PAP, ce qui explique l'appui indéfectible au parti dirigeant depuis 1959.

Bien qu'ils ne nient pas les nombreux succès engrangés grâce aux politiques du PAP, beaucoup ont, cependant, critiqué ce parti pour avoir élaboré

19. Voir HUSSAIN Z., « 2 JI Detainees Released », *The Straits Times*, Singapour. En mars 2009, 20 hommes étaient toujours détenus et 43 autres ont été relâchés depuis que l'ISA a été utilisée à l'encontre du groupe terroriste.

20. SARTORI G., *Parties and Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

21. JESUDASON J.V., « The Resilience of a One-Party Dominance in Malaysia and Singapore », in GILLOMEE H. et SIMKINS C., (ed.), *The Awkward Embrace : One Party Domination and Democracy*, Amsterdam, Harwood Academic, 1999, p. 128.

un système qui non seulement renforce son hégémonie, mais sape également l'opposition et limite la démocratie. Selon Ross Worthington, « malgré les progrès économiques évidents dont le gouvernement et le peuple singapouriens peuvent s'enorgueillir, certaines des stratégies adoptées dans le but d'accélérer le développement économique ont été critiquées pour avoir miné l'intégrité sociale et politique ainsi que l'essor de la nation, laissant peu d'espace pour permettre aux avancées politiques de rejoindre les progrès économiques »²². En outre, le PAP a également tiré profit des multiples crises qui ont secoué la République. Le discours de crise lui a permis, à la fois directement et indirectement, de renforcer sa position dans la sphère politique singapourienne, ce qui a conduit à l'émergence de ce que l'on a décrit comme l'idéologie de l'hégémonie par la mise en avant du « succès fragile dans la vulnérabilité permanente »²³ de Singapour. Depuis l'arrivée au pouvoir du PAP en 1959, ce thème a été constamment évoqué pour souligner une crise au sein du parti, que ce soit à Singapour, dans la région ou encore dans le monde au sens plus large.

De la même manière, la durabilité de l'hégémonie du PAP dépend largement de sa capacité à maintenir « la prédominance électorale pendant une période prolongée et ininterrompue, la prédominance dans la formation des gouvernements et dans la détermination de l'agenda public »²⁴. Le PAP n'a pas non plus d'idéologie forte, et la seule idéologie qui l'anime est celle du succès et du pragmatisme. À de nombreux égards, c'est une formule essentielle. Le parti n'a pas de « vaches sacrées » qu'il faut protéger absolument de façon dogmatique. Lorsque le parti dirigeant estime qu'il va perdre l'appui de la population sur des questions particulières, il revient sur des décisions impopulaires afin d'apaiser le peuple, comme cela s'est produit par le passé, lors du retrait du Plan pour les mères diplômées (*Graduate Mother Scheme*) et du Fonds central de prévoyance (*Central Provident Fund*), et actuellement, par le filtrage de la migration libre vers la République. La présence accrue de l'opposition au sein du parlement vise également à apaiser les demandes croissantes de voir s'exprimer des opinions différentes au parlement.

Le succès du PAP s'explique également par l'existence d'un gouvernement qui est de plus en plus sensible aux véritables revendications et besoins de la population. Bien que l'ancien Premier ministre Goh Chok Tong ait affirmé que le « Premier ministre doit diriger le peuple et ne doit pas suivre l'opinion publique, simplement pour donner l'illusion de la consultation »,

22. WORTHINGTON R., *Governance in Singapore*, Londres, Routledge, 2003.

23. LIM L., « Hegemony and Political Dominance in Singapore », Réunion annuelle de l'Association américaine de sociologie, Philadelphie, États-Unis, 2005, p. 1-20.

24. Voir GILLOMEE H., SIMKINS C., *The Awkward Embrace*, Singapour, Harwood Academic Publishers, 1999.

le parti dirigeant répond, par ailleurs, aux exigences et aux doléances de la population. En témoigne la récente décision du gouvernement d'ouvrir deux complexes touristiques intégrés, qui fut vivement critiquée par de nombreux segments de la société. Afin d'apaiser les détracteurs de ce projet, le gouvernement a promulgué la Loi sur les casinos (*Casino Act*) et a créé le Conseil national sur l'addiction au jeu (*National Council on Problem Gambling*) afin de concilier ses efforts pour soutenir la croissance économique avec les inquiétudes de la population au sujet des problèmes sociaux liés aux casinos et aux jeux de hasard.

Le PAP a également construit son succès en établissant avec l'électorat un contrat social crédible et fructueux. Les éléments clés de ce contrat incluent la garantie de la sécurité physique, de l'ascension sociale et de la performance politique, toutes liées à la prospérité économique. La recette du succès du PAP est simple : garantir l'emploi, la sécurité économique et l'égalité des chances pour tous, et recevoir en retour le soutien de l'électorat qui continue à le maintenir au pouvoir. De même, au fil des années, en dépit de l'absence d'un État-providence, un filet de sécurité a été développé pour les laissés-pour-compte du développement économique et de la modernisation, avec notamment un certain nombre de plans soutenus par le gouvernement tels que le complément de revenus des travailleurs (*Workforce Income Supplement*) et le plan de crédit d'emploi (*Jobs Credit Scheme*) destinés à venir en aide aux Singapouriens moins favorisés. Au fil du temps, c'est non seulement un lien psychologique qui s'est développé entre le PAP et l'électorat, dans le but de produire des « bénéfiques » généralisés dans tous les domaines, mais également une peur ancrée dans l'esprit du peuple, qui a le sentiment qu'il risque de perdre ces multiples garanties si le PAP est exclu du pouvoir. Par conséquent, c'est cette relation unique entre le PAP et son électorat à Singapour qui explique largement l'ancrage du parti dirigeant, même si on affirme par ailleurs qu'il règne dans le contexte d'un « État fort » et d'une « société faible ». C'est principalement en raison de tous ces éléments que Lee Kuan Yew a pu affirmer qu'à Singapour, la démocratie a été maintenue grâce à un « gouvernement élu par le libre choix de la population, au scrutin secret, à intervalles réguliers »²⁵.

Une vitrine du succès

Lee Kuan Yew s'est ouvertement vanté que le PAP était le gouvernement et que le gouvernement était le PAP, et qu'il n'avait aucunement l'intention de s'en excuser²⁶. Si le PAP se considère comme le parti national incontesté,

25. MAUZY D., MILNE R.S., *op. cit.*, 2002, p. 129.

26. Voir MUTALIB H., *Parties and Politics – A Study of Opposition Parties and the PAP in Singapore*, Singapour, Marshall Cavendish Academic, 2005, p. 22.

nombreux sont ceux qui le pensent également à l'intérieur et à l'extérieur de Singapour, en particulier l'électorat national²⁷. Cette confiance, voire arrogance, est le fruit des multiples succès engrangés par le parti dirigeant en tant que gouvernement de la République au cours des cinquante dernières années. Bien que les détracteurs aient dénigré l'approche singapourienne de la gouvernance, affirmant que les politiques autoritaires du parti dirigeant n'étaient que des prétextes pour s'accrocher au pouvoir, il n'en reste pas moins que les résultats et les succès se passent de commentaires. Au rang des pays les plus pauvres du tiers-monde dans les années 1950, Singapour affiche aujourd'hui l'un des revenus par habitant les plus élevés du monde, comparable à celui de la plupart des pays développés dans l'Union européenne. Selon la Banque mondiale, Singapour occupait la troisième position sur l'échelle mondiale de la parité de pouvoir d'achat par habitant en 2008²⁸. Dans le classement de 2009, le Fonds monétaire international et le CIA World Factbook plaçaient Singapour à la cinquième et à la huitième place respectivement²⁹. En 2008, Singapour figurait à la 29^e place sur 140 pays classés par l'Index mondial de la paix, soulignant ainsi la paix et la stabilité de la société singapourienne³⁰. Selon *Business Week*, Singapour occupait la 27^e place au classement des meilleurs endroits pour vivre (*World's Best Places to Live*) en 2009, et ce, en raison de son contexte politique, économique et social favorable et de la qualité de l'éducation et de l'environnement naturel³¹. Par ailleurs, le manque de logements avait été résolu dès les années 1970, le chômage n'était plus qu'un mauvais souvenir et la République connaissait une grave pénurie de main-d'œuvre. En outre, Singapour est l'un des pays les moins corrompus au monde, ce qui prouve que le PAP, malgré sa position hégémonique et incontestée, n'a pas été uniquement un parti égoïste et intéressé, mais qu'il s'est également efforcé d'améliorer le bien-être de ses électeurs.

Comprendre les circonstances qui ont présidé à l'émergence de ce que l'on peut décrire comme un autoritarisme doux ou une démocratie illibérale contribue à expliquer le caractère unique et la longévité du système singapourien et pourquoi aucune alternative ne semble possible à brève échéance. Cette situation s'explique en partie par ce que Chua Beng Huat a décrit comme l'ancrage d'une démocratie communautaire³². À maints égards, sous l'influence notam-

27. VASIL R., *Governing Singapore : Democracy and National Development*, New South Wales, Allen and Unwin, 2000.

28. Voir *World Economic Outlook Database – October 2009*, Fonds Monétaire International, Document consulté le 10 avril 2010.

29. Voir *World Development Indicators Database*, World Bank, 15 septembre 2009; et *The World Factbook*, Central Intelligence Agency, Documents consultés le 10 avril 2010.

30. « Singapore 29th Most Peaceful Country ». Voir http://www.smu.edu.sg/news_room/smu_in_the_news/2008/sources/ST_20080522_1.pdf (page consultée le 1er avril 2010).

31. « The World's Best Places To Live 2009 », *Business Week*, avril 2009. Voir http://images.businessweek.com/ss/09/04/0428_best_places_to_live/27.htm (page consultée le 15 avril 2010).

32. CHUA B.H., *Communitarian Ideology and Democracy in Singapore*, Londres, Routledge, 1995.

ment des valeurs du confucianisme, le PAP a mis l'accent sur l'intérêt collectif et l'harmonie, animé par la conviction que l'intérêt communautaire universel passe avant les intérêts individuels. C'est ce qui explique en partie la situation singulière de la politique à Singapour, une politique qui affiche tous les signes extérieurs d'une démocratie, tels que le pluripartisme et la tenue d'élections à intervalles réguliers, mais qui ne peut être qualifiée de démocratie libérale car elle n'offre pas les libertés que chérissent certains milieux. La mise en exergue des « valeurs asiatiques » constitue, à tout le moins, une caractéristique importante de la politique singapourienne ; l'harmonie, l'ordre, le respect et le bien-être prenant ainsi le pas sur le droit à la contestation et au débat politiques. Par conséquent, même si des éléments démocratiques ont été mis en place, dans la pratique, certaines libertés typiques d'une démocratie libérale ont toutefois été sacrifiées aux objectifs de croissance économique, de stabilité sociale et d'ordre politique. En outre, grâce à divers éléments d'édification de la nation, le PAP en tant que parti attrape-tout est parvenu à rallier tous les électeurs de la République à une cause commune ancrée dans la laïcité et basée sur le concept traditionnel de la « Singapour singapourienne ». C'est ce qui a fait son succès retentissant et fait naître la perception que seul le PAP peut protéger Singapour et les Singapouriens.

La conception singapourienne de la démocratisation graduelle

Le PAP continue à penser que la contestation politique constitue une diversion et une entrave majeure à l'objectif ultime de la croissance économique et de la paix sociale. Comme l'a affirmé Lee Kuan Yew, « nous devons placer la stabilité politique en tête de nos priorités... aucun dirigeant singapourien ne peut se permettre de faire passer la théorie politique avant les besoins concrets de stabilité et de progrès méthodique »³³. Malgré cela, en raison de divers facteurs internes et externes, le PAP a entrepris une série de mesures qui semblent aller dans le sens d'un assouplissement des contrôles politiques établis de longue date et qui ont donné à Singapour l'image d'un État autoritaire ou d'un État où règne une démocratie illibérale. C'est en 1984 que le système politique a commencé véritablement à s'ouvrir, lorsque le PAP a perdu 12,6 % de ses voix aux élections législatives³⁴, ce qui a mené au lancement progressif de politiques que l'on peut décrire comme une forme de démocratisation, avec la libération d'un plus grand espace politique et public per-

33. LEE K.Y., Communication au Symposium du *Asahi Shimbun* à Tokyo, 9 mai 1991. Voir <https://docs.google.com/viewer?url=http://stars.nhb.gov.sg/stars/tmp/lky19910509a.pdf>, p. 26 (page consultée le 20 avril 2010).

34. SINGH B., *Whither PAP's Dominance ? An Analysis of Singapore's 1991 General Elections*, Petaling Jaya, Malaisie, Pelanduk Publications, 1992, p. 14.

mettant un accroissement de l'activité politique, même si le Léviathan du PAP conservait la mainmise sur l'État.

Le relâchement du contrôle politique et la lente évolution vers la démocratisation se manifestent clairement à travers des mesures telles que la diffusion télévisée des sessions parlementaires, l'établissement d'une Unité de retour d'informations (*Feedback Unit*), l'adoption d'un style de gouvernement plus consultatif, qui exprime, par exemple, plus explicitement les positions officielles sur diverses politiques telles que Singapour 21, la création d'un Coin des orateurs (*Speakers' Corner*) en 2000 et l'ouverture à une société civile plus robuste en permettant à des organisations non gouvernementales telles que l'Association des femmes pour l'action et la recherche (*Association of Women for Action and Research*) et l'Association singapourienne pour la nature (*Nature Society of Singapore*) d'œuvrer plus activement³⁵. Par ailleurs, le parti dirigeant sait qu'il doit apporter des changements au système politique, notamment dans le sens d'une ouverture à la diversité des opinions. Cette position est apparue clairement lorsque le Président S.R. Nathan a déclaré que « notre système politique n'est pas immuable » ; c'est au contraire un système qui doit « évoluer au fil du temps à mesure que change le monde et notre société »³⁶. On peut également mentionner les trois principes clés énoncés par le ministre d'État Goh Chok Tong qui devaient guider les changements politiques à Singapour, à savoir, qu'il fallait être juste à l'égard de tous les partis politiques en lice, que les élections devaient déboucher sur la formation d'un gouvernement fort et efficace, et qu'il fallait veiller à assurer la représentation des diverses opinions au Parlement, y compris les opinions des partis d'opposition »³⁷. Les commentaires du Président Nathan et du ministre d'État Goh ont été à l'origine des changements probablement les plus importants des 25 dernières années et qui visaient à accroître la présence de l'opposition au Parlement singapourien. Le 27 mai 2009, le Premier ministre, M. Lee Hsien Loong a exposé les grandes lignes d'un plan destiné à faire passer le nombre de parlementaires non élus (NCMP) de trois à neuf, à améliorer le système de désignation des parlementaires (NMP) en le rendant permanent, à faire passer le nombre de circonscriptions uninominales de neuf à douze et à réduire la taille des circonscriptions électorales de groupes (GRC)³⁸. Dans les faits, cela signifie qu'à partir des prochaines élections législatives, le nombre de représentants non-PAP au Parlement sera, au minimum, de dix-huit, soit environ vingt pour cent des sièges à la chambre, ce qui se traduira par une plus grande libéralisation politique au sein de la

35. Voir MAUZY D.K. and MILNE R.S., *op. cit.*, 2002, p. 159-160.

36. HUSSAIN Z., « SM Goh on 3 principles guiding changes to political system », *The Straits Times*, 25 mai 2009.

37. *Ibidem*.

38. Département des élections, « Élections parlementaires », Office du Premier ministre, http://www.elections.gov.sg/elections_parliament.html.

République. On peut ici abonder dans le sens du Premier ministre qui déclarait que « les Singapouriens veulent que les questions nationales soient plus pleinement débattues et souhaitent de plus en plus participer à ces débats, ce qu'il convient d'encourager »³⁹.

Conclusion

Dans le contexte politique actuel, le PAP doit davantage se méfier de l'électorat que de l'opposition. En raison du manque d'organisation, de l'absence d'une idéologie alternative, des divisions profondes et du manque de ressources, les partis d'opposition à Singapour sont trop faibles pour constituer une véritable menace pour le PAP. En outre, l'opposition n'est pas en mesure d'attirer des personnalités du même calibre que celles qui font partie du PAP. Par ailleurs, l'électorat détient le rôle et le droit de choisir le parti dirigeant lors d'élections réglementées. Depuis 1959, le PAP a été maintenu au pouvoir par de fortes majorités. En raison de cette dynamique politique, la préoccupation principale du PAP a été d'établir une relation unique, une sorte de contrat socio-psychologique, avec l'électorat, menant à une situation qui ne correspond à aucune des évolutions constatées ailleurs dans la sphère de la politique internationale, tout particulièrement dans les pays émergents. Étant donné que l'électorat ne manquera jamais de tenir le PAP pour responsable de n'importe quel échec, celui-ci s'est toujours montré prudent et déterminé à veiller que le succès soit associé au parti dirigeant, et lorsque des difficultés surgissent, elles sont expliquées à l'électorat par les canaux de communication établis afin d'éviter que les revers soient exploités par les détracteurs à l'intérieur et à l'extérieur. Par conséquent, l'étroite relation entre le parti dirigeant et les circonscriptions au niveau local fait en sorte que le parti reste sensible aux diverses doléances qui s'expriment occasionnellement. Cette relation s'organise essentiellement par le biais de réunions hebdomadaires de rencontre avec la population (*Meet-the-People Sessions*), présidées par un parlementaire du parti dirigeant et par les « renseignements » recueillis au niveau local grâce à des organisations de base telles que les associations communautaires (*Community Clubs*), les comités consultatifs de citoyens (*Citizens Consultative Committees*), les comités de gestion consultative des citoyens (*Citizens Consultative Management Committees*), les comités de quartier (*Neighbourhood Committees*) et les associations de résidents (*Residents Committees*). De plus, le PAP est un parti politique extrêmement pragmatique qui reste préoccupé, s'interrogeant sur la pérennité du système politique de Singapour car « aucun parti politique n'était resté au pouvoir

39. Office du premier ministre, transcription du discours prononcé par le Premier ministre Lee Hsien Loong le 27 mai 2009.

pendant plus de 70 ans »⁴⁰. Le PAP aimerait également démontrer que Samuel Huntington se trompait lorsqu'il affirmait que « le ministre d'État Lee risque d'emporter dans la tombe l'honnêteté et l'efficacité qu'il a apportées à Singapour »⁴¹. C'est essentiellement dans ce contexte que la recette du PAP pour encourager la démocratisation a été de s'opposer à l'ouverture soudaine des portes à la démocratie et de préférer une démocratisation graduelle de la société, et en partant du sommet de l'État. Cette approche descendante est caractéristique du système politique singapourien, une approche profondément ancrée et parallèle à la consolidation de la mainmise du PAP sur le système politique. Pour le PAP, c'est la bonne gouvernance, et non la démocratie, qui représente l'emblème d'un parti politique efficace et qui assure le maintien de la croissance économique et de la paix interethnique. C'est en réaction aux échecs de démocratisation qui ont touché de nombreux États, surtout en Asie du Sud-est que le PAP s'est fixé cet objectif graduel.

Lorsque le PAP est arrivé au pouvoir, il s'est retrouvé face à la quasi-faillite de l'État : une immense pauvreté, un chômage élevé, des niveaux d'éducation faibles, des logements inadaptés, de mauvaises conditions sanitaires et une démographie galopante. C'est pourquoi il a fait du changement socio-économique sa première priorité et a relégué la politique au second plan. Il en a résulté ce que Chan Heng Chee a appelé un État administratif hautement dépolitisé. Le PAP a la conviction que son approche a été fructueuse et efficace. Lee Kuan Yew a ainsi déclaré : « Je dis sans le moindre remords que nous n'en serions pas là ; nous n'aurions pas fait ces progrès économiques, si nous n'étions pas intervenus dans des matières très personnelles – qui est votre voisin, comment vous vivez, le bruit que vous faites, comment vous crachez et où vous crachez, ou quelle langue vous utilisez »⁴². S. Rajaratnam, le principal idéologue du parti a même admis que pour parvenir aux trois droits fondamentaux – le droit au travail, au logement et à l'éducation – le parti était « prêt à supprimer, modifier et détourner certains autres droits abstraits », tels que le droit de critiquer, qui étaient des acquis dans les démocraties occidentales, des droits, qui selon le PAP, étaient « moins importants que le droit à un repas substantiel parce que 95 pour cent de la population ne passe pas son temps à faire des discours ou à écrire des lettres à la presse »⁴³.

Il apparaît, de tout ceci, qu'il existe à Singapour une certaine apparence de démocratie. Toutefois, la démocratie est toujours mesurée en référence au système démocratique libéral du monde occidental, qui se compose de deux volets : la démocratie en tant que système d'élections libres et équita-

40. *The Straits Times*, 17 décembre 2009.

41. Cité dans MAUZY D.K and MILNE R.S., *op. cit.*, 2002, p. 186.

42. Cité dans « Singapore : Lee's Creation and Legacy », *The Economist*, 22 novembre 1986, p. 3.

43. Cité dans VASIL R., *Governing Singapore : Democracy and National Development*, New South Wales, Allen and Unwin, 2000, p. 74.

bles, et le libéralisme constitutionnel, comprenant la séparation des pouvoirs et la sauvegarde de divers droits humains inaliénables⁴⁴. Cela rend la démocratie et le libéralisme constitutionnel mutuellement exclusifs. Par conséquent, il se peut qu'un État soit dépourvu de certaines composantes du libéralisme constitutionnel, mais déclarer que cet État est non démocratique revient à faire de la démocratie un « emblème plutôt qu'une catégorie descriptive »⁴⁵. Dans le même ordre d'idées, on peut qualifier Singapour de démocratie, mais pas dans la catégorie libérale. C'est ce qu'indique clairement Freedom House en donnant à Singapour un score plus élevé pour les droits politiques que pour les libertés civiles⁴⁶. Dans ce sens, toute tentative de qualifier Singapour de démocratie selon les normes libérales occidentales revient pratiquement à résoudre la quadrature du cercle. Au lieu de cela, il convient d'envisager la notion et l'approche singapouriennes de la démocratisation à travers son asiaticité, avec un électorat largement conditionné et marqué par les normes, les attentes et les croyances asiatiques en ce qui concerne les relations entre les gouvernés et le gouvernement. Comme la plupart des dirigeants du PAP l'ont affirmé, la bonne gouvernance doit toujours représenter le but ultime du gouvernement élu.

Il est opportun de décrire et d'expliquer le système singapourien en prenant un point de vue asiatique, surtout en raison de la culture politique et du système de croyances dominants de l'électorat d'origine asiatique à Singapour. Ici, les idéologies d'opposition, y compris l'existence de partis et syndicats d'opposition forts, la liberté de contester les actions du gouvernement, le mécanisme de l'équilibre des pouvoirs par le biais des médias et d'associations civiles puissantes sont autant d'éléments étrangers à la scène politique de Singapour. Pire encore, ils sont considérés comme des freins au développement social⁴⁷. L'approche qui vise à mettre l'accent sur l'asiaticité de la démocratie singapourienne se base également sur la conviction que les valeurs libérales de l'Occident ne sont pas transférables à une société asiatique comme celle de Singapour, dont les croyances et les priorités sont différentes⁴⁸. Conscient de la particularité du contexte asiatique, les élites politiques dirigeantes ont tendance à adopter une approche utilitaire de la démocratie, qui se traduit par des « dispositions institutionnelles permettant de parvenir à un système de prise de décision politique dans lequel les individus acquièrent le pouvoir de décider au moyen d'une lutte compétitive pour recueillir les voix de la population »⁴⁹.

44. ZAKARIA F., « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 1997, p. 22-42.

45. *Ibidem*.

46. FREEDOM HOUSE : *Country Report*, New York, Freedom House, 2009.

47. SIKORSKI D., « Effective Government in Singapore : Perspective of a Concerned American », *Asian Survey*, vol. 36, 1996, p. 818-832.

48. BELL D.A., JAYASURIYA K., « Understanding Illiberal Democracy : A Framework », in BELL D., BROWN D., JAYASURIYA K., JONES D.M., (ed.), *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Houndsmills, McMillan Press, 1995.

49. SCHUMPETER J., *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper, 1950.

Par conséquent, lorsqu'on analyse la politique de Singapour, on réalise rapidement qu'on se trouve en présence d'un système politique centré sur un seul parti et où existent des partis marginaux ou périphériques qui ne représentent pas, ni aujourd'hui, ni dans un avenir proche, de véritable menace pour l'hégémon au pouvoir depuis 1959. Dans ce sens, selon Hermann Giliomme et Charles Simkins, Singapour est un exemple vivant de l'« inconfortable étreinte » (« *awkward embrace* ») avec le système politique démocratique dirigé par un État à parti unique⁵⁰. Après plus d'un demi-siècle au pouvoir, le PAP s'est montré dogmatique dans sa volonté de se défaire de cette image de parti politique ordinaire qui gouverne grâce à sa capacité à distancer ses concurrents et à gagner des élections. En effet, le PAP souhaiterait qu'on le perçoive comme le gardien de la nation et de ses intérêts, et comme l'unique force politique ayant la capacité et le souci de préserver l'unité de la nation et de faire progresser ses intérêts⁵¹. Les maîtres politiques de la cité-État, en tant qu'experts de la politique, estiment également que la démocratie n'est pas une panacée pour toutes les sociétés, particulièrement les sociétés petites et vulnérables. Comme l'a affirmé Lee Kuan Yew, « À quelques exceptions près, la démocratie n'a pas apporté de bon gouvernement aux nouveaux pays en développement... Qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Cela dépend des valeurs chères à la population. Les valeurs que défendent les Asiatiques ne sont pas nécessairement les mêmes que celles que défendent les Américains et les Européens. Les Occidentaux tiennent aux libertés individuelles. En tant qu'Asiatique avec des origines culturelles chinoises, je tiens à un gouvernement qui soit honnête, efficace et capable de protéger son peuple et de permettre à tous de progresser au sein d'une société stable et disciplinée où ils peuvent vivre décemment, élever leurs enfants et leur permettre d'avoir une vie meilleure que la leur »⁵².

Ce qu'il convient de souligner avec insistance, c'est que les défis actuels de Singapour résultent davantage de ses succès que de ses échecs, car le parti dirigeant est parvenu à assurer la paix politique et sociale en y associant la prospérité économique. C'est cette prise de conscience qui a poussé les élites politiques à se montrer plus magnanimes au sujet de l'ouverture politique graduelle, estimant qu'« une fois qu'on atteint un certain niveau de progrès industriel, et qu'on dispose d'une main-d'œuvre instruite et d'une population urbaine... on doit avoir la participation parce que ces gens sont formés et rationnels... Il faut élaborer un système représentatif »⁵³. Jusqu'à présent, cela ne s'est cependant pas traduit par une démocratisation complète puis-

50. GILIOME H., SIMKINS C., *The Awkward Embrace : One Party Domination and Democracy*, Amsterdam, Harwood Academic, 1999.

51. BARR M.D., SKRBIS Z., *Constructing Singapore*, Copenhague, NIAS Press, 2008, p. 32.

52. MUTALIB H., « Illiberal Democracy and the Future of the Opposition in Singapore », *Third World Quarterly*, vol. 21, n°2, 2000, p. 320.

53. *The Economist*, 29 juin 1991.

que le PAP persiste à croire qu'il est le seul parti à même de diriger la cité-État. Les déclarations de l'ancien Premier ministre Goh Chok Tong lors des élections législatives de 2001, à savoir que seul le PAP dispose du leadership, de l'expérience et de la crédibilité nécessaires pour diriger Singapour, ont été invariablement relayées par la propagande et assimilées comme vérités par l'électorat. M. Goh a déclaré : « Nous vous aiderons à traverser cette longue période de déclin économique. Le PAP vous offre une équipe aguerrie et expérimentée ainsi que de nouveaux membres d'équipage... Je vous demande de voter pour moi, pour mon équipe PAP et pour le programme que nous proposons pour vous permettre... de conduire Singapour en toute sécurité vers l'avenir »⁵⁴. Grâce au soutien de l'électorat, le PAP a continué à consolider sa domination du pouvoir. L'opposition est toujours sur la touche et la démocratisation s'établit par petits bonds successifs, ce qui assure le respect du contrat social entre le PAP et l'électorat grâce à la paix et au progrès généralisés. Aussi longtemps que le PAP parviendra à maintenir l'équilibre entre la croissance et la paix politique et sociale, la démocratisation ne sera soutenue que si elle peut servir et promouvoir d'autres objectifs définis par le PAP.

54. « PAP 2001 GE Manifesto », voir Département des élections, Singapour, Office du Premier ministre, à l'adresse <http://www.elections.gov.sg/>